

Les crédits

un régime libéral, pour coordonner la construction du pipeline qui devait relier l'Alaska aux 48 États américains au sud en passant par le Mackenzie. Cet organisme était censé administrer le pipeline du Nord.

Or, le pipeline n'a jamais été construit, mais en 1993, l'Administration du pipe-line du Nord existe toujours, et elle coûte aux électeurs de Port Moody—Coquitlam et aux autres contribuables canadiens 469 000 \$ par année. Le gouvernement est-il sérieusement intéressé à réduire les dépenses? Quand je vois des vestiges du passé comme l'Administration du pipe-line du Nord continuer d'exister, je ne peux m'empêcher de me le demander.

Je ne m'attends pas à ce que le député de Burlington soit en mesure de me donner tous les détails sur un article de dépense donné. Peut-être l'est-il. Je ne le sais pas. Comment s'y prend-on pour décider sérieusement quels programmes abolir parce qu'ils sont superflus et lesquels garder parce qu'ils répondent vraiment aux besoins du public?

M. Kempling: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Lorsque j'étais du côté de l'opposition, je posais le même genre de questions. Je me souviens clairement lorsque nous avons fermé un organisme qui avait été établi durant la Première Guerre mondiale à la suite de l'explosion dans le port de Halifax. Des ravitailleurs en munitions avaient explosé, tuant un certain nombre de personnes et causant des dommages terribles.

Je me souviens que notre chef était M. Stanfield à ce moment-là. C'était dans les années 1970. Donc, de 1917 à 1973, si je ne m'abuse, cet organisme a été actif. Il avait des bureaux, du personnel, du papier à en-tête et présentait des rapports annuels. Mais il a finalement été dissous. Je crois que le député se rend compte que, lorsqu'on crée un organisme, c'est très difficile de le fermer.

Je me souviens lorsque l'Administration du pipe-line du Nord a été créée. J'ai eu de longs entretiens avec Mitchell Sharp, qui a été à la tête de cet organisme pendant un certain temps. L'APN avait un rôle à jouer mais, comme pour bien d'autres organismes, il était difficile de le dissoudre.

Je suppose que le Conseil du Trésor a passé au peigne fin chaque ministère et chaque organisme gouvernemental pour voir les changements qui pourraient y être apportés. Nous avons fermé plus de 40 ministères et organismes gouvernementaux, si je me souviens bien, réalisant ainsi des économies de plusieurs milliards de dollars, et nous continuerons dans cette voie. Nous avons réduit la taille de la fonction publique d'environ 12 000 fonctionnaires au moyen de l'attrition et de la fermeture de certains ministères et organismes. Nous nous sommes débarrassés de plus de 20 sociétés d'État, ce qui fait qu'environ 80 000 employés de ces sociétés ne relèvent plus du gouvernement fédéral.

Nous avons pris beaucoup de mesures que nous ne pouvons pas énumérer dans un bref discours à la Chambre des communes, mais je demande au député de penser au projet de loi sur les pensions que nous avons adopté il y a quelques mois. Auparavant, la participation du gouvernement aux régimes de pension faisait partie intégrante de la dette nationale. Maintenant, tous ces régimes de pension sont autofinancés. Le gouvernement et les employés versent chacun leur part, sous la supervision d'un conseil. Cette mesure nous aidera grandement dans la gestion des régimes de pension. C'est quelque chose qu'on aurait dû faire il y a des années, mais qu'on n'a tout simplement pas fait. Ne me demandez cependant pas pourquoi.

• (1600)

Nous avons fait d'énormes progrès en peu de temps. Le budget des dépenses est très élevé depuis un certain nombre d'années, dans les milliards de dollars, mais il a diminué. Nous allons continuer de faire notre possible pour améliorer la situation.

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, je voulais ajouter une chose seulement. J'espère que le député comprendra dans quel esprit je formule ce commentaire.

Au début de ma carrière de député, il y a 14 ans, Tommy Douglas venait de prendre sa retraite, mais on le croisait souvent dans le hall ou ailleurs sur la Colline. Je l'ai un jour questionné au sujet du budget des dépenses et il m'a dit que de son temps, tous les budgets de tous les ministères étaient habituellement examinés par la Chambre.

Il m'a dit qu'il avait pris l'habitude de participer au débat sur les budgets. C'est ainsi qu'il avait appris à mieux connaître le Canada et d'en apprendre davantage notamment sur les pêches et sur les affaires autochtones. Ces débats constituaient une excellente occasion d'en apprendre beaucoup.

La situation est maintenant plus difficile pour nous parce que je constate que je n'apprends que quelques bribes d'information par l'intermédiaire des comités dont je fais partie. J'ai appris ce que je sais sur le dossier du pipeline en participant aux travaux du comité de l'énergie et parce que j'ai une certaine expérience du Nord. Cependant, il y a beaucoup d'autres dossiers dont je ne sais rien.

Ce n'est pas une question, mais simplement un commentaire que je voulais formuler à l'intention du député. Peut-être l'ancienne méthode de faire les choses, c'est-à-dire d'étudier le budget des dépenses ministère par ministère à la Chambre offrait-elle aux députés une occasion privilégiée de se faire une idée d'ensemble. Il y a maintenant 30 comités et on ne peut assister aux séances que d'un seul.